

**Semaine du 30 janvier au 3 février 2023**

### **ANTILLES – Déplacement du président du Sénat Gérard Larcher en Martinique et en Guadeloupe du 26 janvier au 29 janvier**

Le président du Sénat français Gérard Larcher s'est rendu aux Antilles du 26 janvier au 29 janvier 2023, accompagné d'une délégation sénatoriale composée de Stéphane Artano, sénateur de Saint-Pierre et Miquelon, Matthieu Darnaud, sénateur de l'Ardèche et secrétaire de la délégation Outre-mer ainsi que Gisèle Jourda, sénatrice de l'Aude.

Afin de préparer cette rencontre avec le monde économique des Antilles, Eurodom a rencontré son Directeur de Cabinet pour présenter les grands enjeux économiques pour ces territoires.

Ce voyage s'est déroulé en deux temps. Tout d'abord, le président du Sénat a commencé son déplacement par la Martinique où il a échangé avec le président de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) Serge Letchimy, le président de l'Assemblée de Martinique, Lucien Saliber ainsi qu'avec les sénateurs Catherine Conconne et Maurice Antiste.

Gérard Larcher a déjeuné avec les acteurs socioprofessionnels de Martinique, où il a pu discuter de la question de la vie chère, de la spécificité du marché antillais ou encore des problèmes que rencontre l'Agriculture locale, notamment concernant la filière de la canne à sucre.

Après la Martinique, Gérard Larcher s'est rendu en Guadeloupe où il a diné avec plusieurs acteurs du monde socioprofessionnel guadeloupéen lors duquel plusieurs sujets économiques ont été abordés. A chaque échange, le Président du Sénat s'est montré très à l'écoute et a demandé de lui faire parvenir plusieurs notes sur les sujets abordés.

Avant de repartir dans l'Hexagone le dimanche 29 janvier, Gérard Larcher a tenu à se rendre à Basse-Terre, où il a visité au côté du Maire André Atallah le quartier « Rivière des Pères », particulièrement touché par l'ouragan Fiona en 2022.

## **RGEC – Echange de vues sur les aspects régionaux de la révision du RGEC et de minimis avec la Commissaire Margrethe Vestager**

Les membres de la commission du développement régional (COM REGI) du Parlement européen ont discuté, mercredi 25 janvier, des aspects régionaux de la révision envisagée du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) et du règlement de minimis avec la Commissaire européenne chargée de la concurrence, Margrethe Vestager. Pour rappel, ces règlements définissent les règles relatives aux aides d'État dans l'Union européenne.

Lors des échanges, les députés européens Younous Omarjee (FR, GUE/NGL) et Stéphane Bijoux (FR, RENEW) ont formulé des demandes en faveur d'une revalorisation du seuil de minimis. Par ailleurs, la révision du RGEC pour les RUP a également été abordée lors de ces échanges.

*« Vous savez que nous devons avoir un réflexe RUP. Il y a une nécessité d'augmenter les seuils dans le Règlement de minimis pour les RUP. S'agissant du RGEC, il faut des adaptations aussi. Je sais compter sur votre soutien depuis 2017. S'agissant du dossier de renouvellement des flottes, il y a eu trop d'allers retours déjà, il nous faut débloquer le dossier. »* a notamment souligné Stéphane Bijoux.

## **PÊCHE – Examen du projet de rapport de l'eurodéputé Gabriel Mato sur la mise en œuvre de la Politique Commune de la Pêche**

Les députés européens membres de la Commission de la pêche du Parlement européen ont échangé, mardi 24 janvier, sur le projet de rapport de l'eurodéputé Gabriel Mato (ES, PPE) intitulé « État des lieux de la mise en œuvre de la Politique Commune de la Pêche et perspectives d'avenir ».

Le député européen Gabriel Mato appelle à une révision de la Politique Commune de la Pêche (PCP), souhaitant que cette dernière prévoie des objectifs plus pragmatiques et atteignables qui replaceraient la pêche et la sécurité alimentaire européenne au cœur des préoccupations.

Lors de la présentation de son rapport, l'eurodéputé espagnol a plus particulièrement souligné la situation de la pêche dans les régions ultrapériphériques (RUP). Il a appelé à la mise en œuvre d'un « POSEI pêche », sur le modèle du règlement POSEI qui existe dans le domaine de l'agriculture. Le député européen a également insisté sur la nécessité de permettre le renouvellement des flottes de pêche dans ces régions.

Le député européen Pierre Karleskind (FR, RENEW) a également soutenu l'idée selon laquelle le renouvellement et la modernisation des flottes sont des éléments essentiels à l'avenir du secteur de la pêche.

Pour finir, la Commission européenne (Lena Andersson Pench, DG MARE) a indiqué que son propre rapport sur le fonctionnement de la PCP prendra la forme d'une communication et sera publié la semaine du 20 février 2023, conjointement avec son Plan d'action visant à « protéger et restaurer les écosystèmes marins pour une pêche durable et résiliente » et sa proposition législative sur la transition énergétique du secteur de la pêche.

La Commission européenne a toutefois indiqué que la publication de ce rapport n'a pas pour objectif de déclencher une réforme législative mais vise davantage à initier un débat sur le dossier.

Le délai de dépôt des amendements en Commission de la pêche est prévu pour le 6 mars 2023 mais pourrait être prolongé en fonction de la publication du rapport de la Commission européenne.

Vous pouvez consulter le projet de rapport de Gabriel Mato [ici](#).

## AGENDA DE LA SEMAINE

Semaine du 30 janvier au 3 février 2023

	Conseil de l'UE / Conseil européen	Parlement européen	Commission européenne
Lundi 30/01	<p style="text-align: center;"><u>Conseil Agriculture et pêche</u></p> <p><i>La présidence suédoise présentera son programme de travail pour le semestre à venir dans le domaine de l'agriculture et de la pêche.</i></p>	<p style="text-align: center;"><u>Commission de l'Agriculture et du développement rural</u> (16h-18h30)</p> <p><i>Garantir la sécurité alimentaire et la résilience à long terme de l'agriculture de l'UE.</i></p>	
Mardi 31/01		<p style="text-align: center;"><u>Commission de l'Agriculture et du développement rural</u> (9h00-18h30)</p> <p><i>Échange de vues avec Peter Kullgren, ministre suédois des affaires rurales, sur les priorités de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne dans le domaine de l'agriculture.</i></p> <p><i>Échange de vues avec Janusz Wojciechowski, commissaire chargé de l'agriculture, sur les plans stratégiques nationaux pour la politique agricole commune.</i></p> <p><i>Adoption du projet d'avis sur « L'évaluation de la nouvelle communication de la Commission</i></p>	

		<i>européenne sur les régions ultrapériphériques</i>	
<i>Mercredi 01/02</i>	<u>Groupe de travail sur l'agenda 2030 pour le développement durable</u>		
<i>Jeudi 02/02</i>	<u>Groupe de travail sur les politiques de pêche</u>	<u>Session plénière (11h00-13h00)</u>  <i>Conservation du thon rouge du Sud : mesures de conservation et de gestion.</i>	
<i>Vendredi 03/02</i>			